nous dépassent pas, nous leur demandons si nous sommes loin d'un village qui est à deux lieues de Caen, sur la grande route; ils nous disent que non, que nous en étions à une lieue et demie, et de traverse, de sorte que nous ne nous trouvions pas plus avancés que si nous sortions de Caen, et que toute la fatigue que nous avions essuyée était en pure perte. Nous suivons ces bonnes gens; la première maison du hameau voisin était la leur. Ils nous prient de bon cœur d'y entrer, ce que nous faisons, car je crois que nous y serions toujours entrés de même, quand ils ne nous auraient pas engagés.

Nous nous y reposons un peu. Il n'y avait pas de feu ni de quoi en faire; nous nous refroidissions, mais nous étions à couvert. La pluie continuait à tomber. Les courts intervalles de cessation préparaient une pluie plus forte. Après une bonne heure et demie de repos, nous partons. L'homme que nous avions rencontré nous servit de guide. Rien ne nous était plus nécessaire, car à coup sûr, sans lui, nous nous serions trompés vingt fois. Nous passâmes par des chemins affreux, et la pluie ne cessa pas un instant de nous accompagner.

Enfin, nous arrivâmes au village; nous entrâmes dans un cabaret, et tous nos maux furent oubliés. Nous fîmes allumer un bon feu, nous nous séchâmes le mieux qu'il nous fut possible; nous ne fîmes pas grande chère; mais c'est ce qui nous inquiétait le moins. Nous étions sur la grande route. Lorsque nous nous mîmes en marche, il ne tombait plus d'eau; nous gagnâmes la poste de Meaux, et nous prîmes une chaise.

Lorsque nous eûmes passé la vallée d'Auge, la nuit commençait à tomber. Nous aperçûmes cinq à six dragons sur la route, et qui se rendaient à Caen. Plus loin, nous rencontrâmes des fantassins qui suivaient

la même route, et nous ne cessâmes ensuite de voir des gardes nationaux et des dragons qui se succédaient ainsi, à une portée de fusil les uns des autres, avec armes et bagages. Cela fit naître en nous de tristes réflexions. Comment, nous disions-nous, l'armée est donc en pleine déroute? Est-ce que la présence de Wimphen n'a pu la rallier? Si les soldats désertent ainsi leur poste, il n'y a plus d'espérance. Est-ce que les bataillons auraient pris querelle entre eux? est-ce que Lisieux serait mauvais? Nous ne savions à quelle idée nous arrêter.

Nous entrâmes à Lisieux à une heure après minuit. Nous nous arrêtâmes à la première auberge, dans le faubourg, ne voulant pas paraître dans la ville avant d'en connaître les dispositions.

Barbaroux ..... y étaient dès la veille, nous fûmes les voir. Ils nous dirent que tout était dans le plus grand désordre, mais que cependant l'esprit des bataillons n'était pas mauvais, qu'il y avait de l'espoir. Le Finistère était excellent; l'Ille-et-Vilaine était divisé mais généralement mécontent; le Morbihan voulait absolument se retirer. Il n'existait plus du Calvados qu'à peu près deux cents hommes du bataillon qui ne s'étaient pas trouvés à l'action d'Évreux, et que Wimphen regardait comme des braves en qui il avait la plus grande confiance; les dragons de la Manche étaient dispersés, il en restait peut-être cent cinquante. La question était de savoir si on marcherait en avant, ou si on rétrograderait sur Caen. Les esprits étaient partagés, les agitateurs qui voulaient tout brouiller et tout perdre faisaient l'impossible pour qu'on ne marchât pas en avant. Cuvelin[1], ci-devant député de l'Assemblée législative et fédéré dans

[1] Le manuscrit dit Cuvelin, sans doute par erreur du copiste, car il n'y avait pas de député de ce nom à l'Assemblée législative. Il

la compagnie de Brest, bataillon du Finistère, petit intrigant fort ambitieux, qui s'était montré jusque-là antimaratiste, parce qu'il croyait avoir intérêt de jouer ce rôle, en joua un tout opposé, au grand étonnement de tous ses collègues. Il déclama en pleine tribune contre tout ce qui s'était fait, jeta de la défaveur sur l'insurrection départementale, parla de couper des têtes, de faire tomber celle de Wimphen, sollicita ses frères de choisir parmi eux un chef, et fut d'avis qu'on rentrât dans ses foyers. Des gardes nationales de l'Ille-et-Vilaine, à la tête desquelles était l'officier civil, vinrent déclarer au général qu'ils ne marcheraient pas sur Évreux. Une députation du Finistère assura au général que le bataillon était prêt à se porter en avant, qu'ils n'attendaient que ses ordres. Une foule de gardes nationaux se succédaient sans interruption dans la salle où était le général et le pressaient en tous sens. Les uns criaient : *Général, il faut marcher! Non*, répondaient les autres. *Si, non*, chacun exprimait sa volonté et se montrait bien disposé à la suivre.

Wimphen ne fit absolument rien pour ramener les esprits à une opinion uniforme. Il ne profita pas de l'ascendant qu'il avait sur la troupe pour faire cesser cette fluctuation d'idées. Il avait l'air d'un homme qui a perdu la tête. Il n'avait pas empêché les gardes nationaux et les dragons de la Manche de quitter leurs drapeaux et leurs étendards pour se rendre à Caen, lorsque rien n'était plus facile que de prévenir cette défection, lorsqu'un ou deux corps de garde placés aux portes de la ville, sur la route, suffisaient pour s'y opposer et empêcher ces déserteurs de suivre sans se gêner le grand chemin,

s'agit peut-être de Cavelier, chef des bureaux de la marine à Brest et député du Finistère à la Législative.

les uns avec leurs chevaux, les autres avec leurs armes. Il n'avait pas rassemblé une seule fois les bataillons pour les mettre en présence, pour leur donner de la confiance en leurs forces, en se servant pour les haranguer d'un langage militaire. Il laissait au contraire ces bataillons livrés à eux-mêmes, se disperser dans les cabarets. Il n'avait point exposé aux regards des soldats sa belle et nombreuse artillerie. Il semblait qu'il ne l'avait fait traîner à sa suite que comme un objet de parade dont il ne pouvait même pas faire usage, car il n'avait pas les canonniers nécessaires pour la servir. Alors de quelle utilité étaient ces pièces de dix-huit et de douze conduites de Caen à Lisieux?

Je suis convaincu que si Wimphen avait assemblé sa troupe, eût dit qu'il marchait sur Évreux, qu'il voulait venger l'honneur départemental et punir les brigands et que les braves gens le suivissent, il n'y en aurait pas eu dix qui se fussent retirés. Certainement il était en force, certainement il eût dispersé le ramas de bandits qui se trouvaient dans le département de l'Eure, certainement les Bretons eussent réparé le honteux échec de Vernon.

Mais Wimphen ne voulait pas; Wimphen témoigna au contraire du découragement. Il dit qu'il valait mieux se retirer à Caen, s'y retrancher, et exercer les troupes aux manœuvres. Lorsque je le vis, il avait pris décidément ce parti, que je n'approuvai pas, ainsi que je le lui fis sentir, sans le combattre, attendu que cela eût été inutile. Je n'en fus nullement étonné, d'après le système qu'il nous avait manifesté.

On n'est pas tenté, au premier coup d'œil, d'attacher toute l'importance qu'il mérite à ce combat de Vernon. Eh bien, le combat de Vernon, si on peut donner ce

nom à ce qui n'a pas même été un engagement, et la retraite de la force départementale jusqu'à Caen, qui en a été la suite, est un des coups les plus funestes qui aient été jamais portés à la liberté, et il a eu la plus grande comme la plus terrible influence sur le sort de la République, s'il n'en a pas décidé.

Cet événement a porté le découragement dans deux grandes provinces, et y a tué l'esprit public. Il a relevé le courage abattu des maratistes, a jeté dans la stupeur les bons citoyens, et a fait pencher les hommes faibles et incertains du côté des brigands. Le contre-coup s'est fait sentir à Paris, prêt à se soulever contre ses oppresseurs, et y a produit les mêmes effets. Je ne doute pas que ce contre-coup n'ait été ressenti jusque dans le Midi, et n'y ait opéré les mêmes ravages. On avait tant parlé de Caen et d'Évreux, des nombreuses armées de la Normandie et de la Bretagne, que de voir tout à coup ces phalanges républicaines dispersées, un habile général qu'on croyait à sa tête vaincu et obligé de fuir, qu'au loin on demeure saisi d'épouvante de cette chute; on pense tout perdu, on désespère de présenter aux ennemis une force qui puisse leur résister.

Voilà comme souvent la plus petite cause produit le plus grand effet. La postérité ne voudrait pas croire que le sort de la liberté d'un grand peuple a tenu au ridicule combat de Vernon. Elle rirait d'un historien qui tirerait d'aussi graves conséquences d'un aussi petit événement; et cependant ceux qui calculent de sang-froid, et sur les lieux, l'effet qu'il a dû avoir et qu'il a eu sur l'opinion n'en sont pas étonnés.

Le jour même où, dans Lisieux, on prenait cette détermination fatale, se trouvaient deux commissaires du conseil exécutif. Ces deux commissaires étaient deux

comédiens, dont l'un s'appelait Naudet. Tels étaient les étranges ambassadeurs que ce conseil employait pour traiter avec les généraux et les autorités constituées. Il lui eût été difficile, au surplus, d'en trouver d'une autre trempe.

Wimphen eut une conférence avec eux. Celui qui en eut une plus suspecte fut le citoyen Bougon. Ce procureur général, syndic du Calvados, beau parleur, chaud ami de la liberté, en apparence, avait la bassesse et la perfidie de négocier secrètement la paix avec la Montagne. Je pense, et nous l'avons appris depuis, qu'il eût fait tous les sacrifices, excepté ceux qui lui étaient personnels, pour rentrer en grâce. Il affichait néanmoins de la fierté, de l'indépendance, ce qui rendait son hypocrisie plus méprisable. Bougon paraissait l'ami de Wimphen, et je ne doute pas qu'ils conférèrent ensemble, et que le projet de retourner à Caen était préparé depuis plusieurs jours.

J'oubliais de dire que Wimphen eut la finesse de paraître consulter la commission centrale séante à Caen, pour savoir s'il reviendrait sur ses pas ou s'il irait en avant. Mais il lui fit un tel exposé des désordres de l'armée, du désir que le grand nombre manifestait de ne pas se porter plus loin, que cette commission inclina pour le parti qu'en quelque sorte il lui traçait, s'en rapportant, néanmoins, sur sa prudence.

Avant de quitter cette ville, je dois dire qu'un négociant, bon patriote, me prêta deux mille huit cents livres sur une lettre de change de pareille somme que je tenais d'un négociant de Chartres, et que je lui remis. Sans ce service, qui me fut rendu par un étranger qui ne me connaissait pas de nom, sans ce service qui me fut rendu de la manière la plus loyale, et que je n'ou-

blierai jamais, ma femme et moi nous étions sans le sou et n'aurions su comment faire notre route.

Bien avant que la confiscation ne fût prononcée, on avait mis un embargo sur tous nos effets, et on nous dépouilla par anticipation de ce que nous possédions.

Nous nous rendîmes donc à Caen, mes collègues et moi. Tous les bataillons s'y réunirent. Le Morbihan déclara qu'il se retirait dans son département; Mayenne avait reçu des ordres pour se rendre, mais il était tout prêt à ne pas y obtempérer, si les forces départementales consentaient à ne pas se séparer; l'Ille-et-Vilaine prétendit être rappelé et hésitait à obéir; le Finistère se prononçait pour rester.

Wimphen fit l'impossible pour retenir sa petite armée sous les murs de Caen; déjà il avait choisi la position de son camp, déjà il avait fait son plan de défense en cas d'attaque, déjà il avait mandé les dragons qui étaient à Falaise. Son état-major était toujours sur pied, il se donnait beaucoup de mouvement; il fit agir la société des carabauds, il voulait donner un vernis de patriotisme à la ville de Caen, et travaillait les sections pour qu'elles n'acceptassent pas la constitution.

Bougon ne le cédait point à Wimphen en démarches et en instances. Il fut à la commission centrale, il pérora longuement, mais s'embarrassa dans ses tournures oratoires. Il lui échappa une lourde sottise pour un homme d'esprit. Il fit sentir, mais si clairement, que personne ne s'y méprit, que la commission et la force armée devaient bien à la ville de Caen de rester dans son sein, au moins le temps nécessaire pour que cette cité ne fût pas victime de son dévouement. Quelqu'un l'arrêtant, lui dit sur-le-champ: « C'est-à-dire que vous êtes en train de négocier votre paix? — Non, répliqua

Bougon d'un air embarrassé, et il est bien vrai qu'on a écrit en notre absence, mais les sentiments des administrateurs et des généreux habitants du Calvados sont trop connus pour qu'on en prenne ombrage. » Remarquez que toutes ces négociations se faisaient à l'insu des membres de la commission centrale et des députés. La commission fut furieuse de ce mystère, elle vit bien qu'elle était jouée. Dans le même moment, elle apprend que trois sections ont déjà accepté la constitution. Elle apprend que les commissaires du conseil exécutif qui étaient à Lisieux, sont à Évreux; elle délibère sur la question de savoir si elle quittera Caen dans les vingt-quatre heures.

Ces commissaires reçurent chez eux un grand nombre de citoyens, et on leur faisait la cour. Des membres des autorités constituées s'y rendaient. Besère [1], qui avait si

[1] Ce doit être Beysser, qui, en 1793, avait été nommé commandant de l'armée de la Rochelle. Accusé d'avoir commandé à Nantes des troupes fédéralistes, il fut mis hors la loi le 17 juillet. Il se justifia, reprit un commandement, battit les Vendéens, puis essuya des revers après lesquels il fut condamné à mort comme complice d'Hébert. Puisaye dit dans ses *Mémoires :* « Ce fut durant cet intervalle (après l'affaire de Brécourt) qu'un nommé Beysser, qui du tréteau de charlatan avait passé à un commandement militaire, vint se réfugier à Caen. Cet homme, connu par des massacres commis de sang-froid en Bretagne, ne parut pas assez barbare à la Convention; il s'était brouillé avec elle et désirait fort de faire sa paix. Il en crut trouver l'occasion en essayant de corrompre nos troupes. Il avait remis à un commandant de corps, pour le faire signer à ses officiers, un modèle de rétractation où les éloges n'étaient pas épargnés à Beysser, et où on lui attribuait le mérite de la soumission, en jetant sur Wimpfen tout le blâme de ce qu'il appelait leur défection. Il s'était mal adressé; l'officier m'apporta le papier, je donnai aussitôt l'ordre qu'on arrêtât cet embaucheur; il en fut prévenu et m'échappa; mais n'ayant à offrir à ses anciens amis qu'une trahison sans succès, il ne tarda pas à porter sa tête sur l'échafaud. » Page 170, *Mémoires* de Puisaye, tome II. Ainsi Beysser a contre lui tous les partis : les Girondins qui l'appellent

bien servi contre les rebelles de la Vendée, et qui, pour récompense, a été mis en état d'arrestation, s'était réfugié à Caen, et était disposé à prendre parti dans la force départementale; il déclamait hautement contre la Montagne. Il disait qu'elle était composée de brigands. Mais voyant que l'insurrection des départements tournait mal, il se trouva également prêt à faire sa paix avec la Montagne, et à servir sous ses ordres. Les commissaires traitèrent avec lui, mais sans beaucoup de mystère.

traître, les royalistes qui le calomnient en l'appelant charlatan de tréteau, les montagnards qui lui ont coupé la tête. Que penser de lui? Dernièrement une lettre bien authentique de Beysser passait dans une vente, écrite de l'Abbaye à Merlin de Douai, et destinée à être communiquée au comité de salut public; on y trouve l'accent d'un soldat et d'un honnête homme. Beysser, soldat impétueux, mauvais général, s'est battu bravement; il donne pour preuve de sa loyauté la blessure reçue à ce combat où il a été défait, dont il souffre cruellement et dont il n'aura pas le temps de guérir. Il ne demande pas la vie, il est résigné à mourir. « Si l'erreur de mes juges était telle que je fusse condamné à perdre la tête, dit-il en terminant, je la porterai sur l'échafaud avec le courage d'un soldat soumis, et sous la hache fatale, je crierai encore: Vive la République. » Le fait est que ce Beysser, un des plus beaux hommes de France, esprit cultivé et élégant, dédaigneux de la vie et peut-être de tous les systèmes politiques, alla au supplice avec une contenance fière, mais sans proférer une parole. Après sa condamnation il avait composé le couplet suivant, où se peint son indifférence sceptique:

Amis, la marche va s'ouvrir,
Ah! plus de regards en arrière,
Déjà d'autres ont su courir
Avant nous la même carrière.
Sous la faux cruelle du temps,
Tombent les vertus et les crimes,
Et nous sommes aux mêmes instants,
Spectateurs, acteurs et victimes.

— Nous avons donné dans notre Introduction quelques renseignements sur ce Bougon, dont il est parlé plus haut, que Pétion est bien près d'accuser de défection.

Il les méprisait assez pour leur dire qu'ils étaient les commissaires des scélérats, que s'il avait dix mille hommes à ses ordres, il les culbuterait; mais puisque cela n'était pas, il voulait bien de nouveau prendre de l'emploi. Deux de nos collègues étaient présents à cet étrange colloque, et comme ils étaient habillés en gardes nationaux, messieurs les comédiens commissaires les prirent pour des fédérés.

Les meneurs de l'intrigue crurent que pour forcer la commission à rester au moins quelque temps, il n'y avait pas de moyen plus sûr que celui de la terreur; des citoyens, des députations des sociétés populaires se portent au lieu de ses séances et la pressent, mais en termes très-peu mesurés, très-impératifs, de rester. On agita aussi le peuple sur les subsistances. Ce moyen produisit sur la commission un effet tout contraire à celui qu'on espérait. Offensée et bravant les menaces, elle arrêta de partir et fixa le jour de son départ et de la force départementale.

La commission eut l'attention et le bon procédé de nous envoyer en députation deux de ses membres pour nous prévenir de sa résolution, pour nous engager à suivre son exemple, et nous promettre asile et sûreté dans leurs départements.

On conçoit que nous ne fûmes pas longtemps à nous déterminer et que nous acceptâmes ce parti. Ce que j'ai besoin d'ajouter, c'est que plusieurs d'entre nous étaient d'avis, à l'avance, de ne pas rester plus longtemps à Caen, quand bien même il y serait resté un noyau de force départementale, et cet avis serait peut-être devenu général après l'avoir communiqué.

Voici comment nous raisonnions. Nous disions: Ou la faction des scélérats qui nous persécutent réussira, ou elle succombera. Dans le premier cas, nous sommes au

milieu de gens qui ne se feront pas le moindre scrupule de faire leur paix à nos dépens, ils nous livreront. Dans le second cas, nous connaissons le projet de Wimphen; nous paraîtrons les vils instruments du parti anglais; nous justifierons les apparences, les calomnies des hommes pervers qui s'attachent à notre perte, et nous serons déshonorés. Ainsi nous n'avions pas d'autre parti à prendre que celui de quitter Caen.

Mais ce parti ne devenait plus un problème; il était forcé dans les circonstances où nous nous trouvions. Il n'était pas douteux que Caen était pour nous une ville ennemie; il n'était pas douteux que nous y eussions été arrêtés, si la force départementale n'eût pas été là pour nous protéger. Aussi nous ne nous dissimulâmes pas que nous n'avions de sûreté qu'au milieu d'elle, qu'elle seule faciliterait et assurerait notre départ.

Le citoyen .... [1], du Finistère, venait nous voir tous les jours. Il nous était très-attaché; il est impossible de voir un homme plus sincèrement obligeant, plus attentif. Il fut le premier à nous offrir de nous prendre dans le bataillon, de nous mettre sur les rôles, de nous armer, de nous faire avoir l'étape; il prenait tout sur son compte; il s'exposait à tout, et la conduite qu'il a tenue à notre égard est au-dessus de tout éloge.

[1] Pétion ne le nomme pas. Meillan dit de lui : « Nous avions heureusement l'appui de l'armée, et le commandant du Finistère, le même qui nous avait sauvés le 10 mars à Paris, nous donna une garde de sûreté. » *Mémoires* de Meillan. — Meillan ajoute dans une note : « Il se nomme Fouchet la Bremaudière. J'apprends à l'instant que ce brave homme a échappé à la fureur des tyrans. »

NOTES AUX MÉMOIRES DE PÉTION.

Note A. (*Voyez la page* 105.)

On trouvera, dans notre introduction, l'analyse d'une *Vie de Pétion* publiée en 1792, dans laquelle Pétion, alors maire de Paris, est sérieusement comparé à Jésus-Christ. L'admiration de Regnault, l'auteur de cet éloge enthousiaste, dépasse un peu les bornes. Il ne serait peut-être pas raisonnable de s'en rapporter exclusivement à son témoignage pour juger le degré de popularité dont Pétion a joui. Nous allons prendre une autre biographie presque aussi curieuse, écrite après la proscription des Girondins. On verra que l'honnête auteur de cette *Vie politique* avait partagé les illusions de Regnault sur Pétion. Regnault avait dit dans son *Préliminaire* : « Jusqu'ici Pétion a mérité des couronnes de toute la France; si, ce que je frémis de dire, s'il faisait un faux pas, un seul faux pas dans l'arène qu'il parcourt, après avoir été le panégyriste de ses triomphes, je serais le dénonciateur de ses échecs, et le censeur amer et inexorable de sa fragilité. » Après le faux pas du 2 juin, Regnault, l'ancien adorateur, devenu le *censeur amer et inexorable*, aurait donc pu écrire ce qu'on va lire.

Ce libelle lèche les mains des triomphateurs de la Montagne. Il ameute la populace, il la lance à la poursuite de la victime, sans haine, sans colère, ramassant tous les outrages, acceptant toutes les calomnies, accréditant toutes les rumeurs de la rue. Pas une preuve, pas un argument contre elle. Pétion était hier une idole et méritait d'être adoré, parce qu'il était le meilleur défenseur du peuple; aujourd'hui il est exécré, on demande à grands cris son supplice, parce qu'il est un traître, l'ennemi du peuple, l'*ami des scélérats de la Plaine contre nos bienfaiteurs de la Montagne*. Il n'explique pas ce prétendu changement de Pétion, encore moins le prouve-t-il. Ce sont des axiômes qu'il énonce. Il nous apprend aussi, cet inepte et meurtrier libelle, que Marie-Antoinette était la maîtresse de Pétion, que Pétion conserva les bonnes grâces du tyran et de son épouse; que si l'*appel au peuple* sur la condamnation de Louis XVI avait été adopté, « la France eût été dépeuplée, les travaux de vingt siècles eussent été perdus, des colonies étrangères seraient arrivées des quatre coins du globe pour occuper ce superbe sol ». L'histoire de la calomnie est celle de la sottise des peuples : ne la privons pas de ses plus riches matériaux.